

LE DINER DU PRINTEMPS DES LIBERAUX

Parc floral - 7 avril 2004

Discours d'Alain MADELIN

Mes Chers amis,

Il y a tout juste dix jours, ce fut un choc lorsque nous avons vu sur nos téléviseurs la carte des régions de France devenir toute rose ou presque. Mais nous les libéraux nous avons subi un deuxième choc lorsque nous avons entendu expliquer que ce désastre électoral était la sanction d'une politique trop libérale.

Je ne sais si vous êtes comme moi mais je n'ai vraiment pas vu passer cette politique libérale que l'on se plaint aujourd'hui à stigmatiser. J'ai en revanche bien observé que le Président de la République marquait depuis un certain temps son hostilité à la mise en œuvre de toute réforme libérale. J'ai aussi entendu, comme vous, il n'y a si longtemps, le Premier Ministre affirmer qu'il se sentait plus à gauche que Gherard Schröder et Tony Blair. J'ai encore entendu l'ex-ministre des Affaires sociales se présenter comme le plus à gauche que tous les ministres du travail des pays de l'Union européenne !

Aussi ce soir je veux aider le gouvernement à faire face à la gauche, à l'extrême gauche, aux syndicats, aux corporations, à Attac, aux intellectuels bien pensants qui tous accusent sa politique ultra-libérale, en lui délivrant en votre nom un blanc-seing : non il n'a pas mené une politique libérale.

Et c'est pourquoi cette défaite n'est pas vraiment la nôtre.

Franchement, j'ai espéré, j'ai souhaité la réussite de la politique du président et du gouvernement. Je connais la difficulté de la tâche et je mesure ce qui a été fait : le succès de l'action rapide et déterminée de Nicolas Sarkozy pour faire reculer l'insécurité ce qui était au cœur de l'élection présidentielle, les avancées réelles dans les domaines de la réforme de l'Etat, de la création d'entreprises, de la politique familiale...

Mais au bout du compte, le compte n'y est pas, nous devons plus, nous pouvions plus.

Au lendemain des élections présidentielles et législatives la droite avait en main tous les pouvoirs, la présidence de la République, le gouvernement, l'assemblée, le sénat, les régions, les départements, l'horizon était dégagé pour 5 ans, et la Gauche était en déroute. Tout était réuni pour une franche alternance.

Quelle extraordinaire opportunité après tant d'années d'immobilisme. Hélas, nous n'avons pas su saisir cette chance.

Dans le débat des élections présidentielles, j'avais entre autre développé une idée à laquelle je crois profondément : les réformes les plus rapides sont les meilleures.

Je pensais qu'une fois la page des élections tournée, nous aurions peu de temps pour agir et c'est pourquoi j'avais proposé un programme de 200 jours (100 jours d'action pour le gouvernement et 100 jours d'action parlementaire) pour engager rapidement les réformes essentielles dont la France avait besoin.

Plus tard le Président de la République et son gouvernement ont expliqué que cette règle des 200 jours « était une règle absurde ». On avait paraît-il le temps devant nous : la croissance était là, la gauche était K.O. et on m'expliquait qu'il fallait mener les réformes l'une après l'autre, pas à pas, afin de préserver la popularité du gouvernement nécessaire aux réformes.

Le résultat : l'impopolarité est là, les réformes sont largement absentes ; l'impopolarité a été stérile.

Si aujourd'hui tout le monde ou presque s'accorde à dire que l'on aurait du agir plus vite et si l'on parle d'accélérer les réformes une chose est sûre, le temps perdu ne sera pas facile à rattraper.

Instaurer par exemple un service minimum dans les transports publics, était sûrement plus facile au lendemain des élections présidentielles qu'au lendemain des élections régionales. Et il eut mieux valu aussi réformer l'assurance maladie en 2002 avant que les déficits ne se creusent.

Mais si on s'est trompé de tempo, mais on s'est aussi trompé de réformes, on s'est trompé de méthode.

Pour les réformes, ce n'est pas notre feuille de route qui a conduit à la déroute

Car tout de même...

L'augmentation des dépenses publiques, la plus forte depuis 1997, est-ce bien là une politique libérale, est-ce bien notre politique ?

Laisser filer les déficits publics dans l'espoir keynésien de nourrir la croissance. Est-ce encore notre politique ? Car pour les libéraux la croissance ne se fabrique pas à coup de dépenses publiques, elle se libère.

Augmenter les prélèvements obligatoires, le nombre de jours travaillés pour l'Etat, est-ce bien libéral ?

Freiner l'ouverture à la concurrence de nos services publics est-ce bine là toujours notre politique ? Se réjouir des manifestations CGT sensées nous aider à défendre l'exception français à Bruxelles, pratiquer le retour de l'interventionnisme y compris dans les entreprises privées, est-ce bien là toujours la politique que nous souhaitons ?

Et les 35 heures ? Les aménager pour mieux les maintenir, est-ce là ce que vous vouliez ? Attendre deux ans pour se résoudre à lancer une enquête sur le coût réel des 35 heures, sur leur impact destructeur sur l'économie française et différer la publication du rapport au lendemain des élections régionales car, disait-on, ce rapport explosif aurait pu nous faire perdre les élections ! De qui se moque-t-on ?

Et c'est d'ailleurs pour permettre l'application de cette funeste loi Aubry sur les 35 heures que le gouvernement a augmenté le SMIC, 11,4% en deux ans, qu'il va falloir porter à 17% : 60 fois plus que le gouvernement Jospin ! Une hausse sans précédent présentée aujourd'hui comme la réforme phare d'une politique sociale. Oubliée l'époque où Michel Rocard, Premier Ministre socialiste, expliquait qu'une hausse de 10% du SMIC entraînait une perte de 400.000 emplois.

Alors, il reste, c'est vrai, la réforme des retraites.

Et c'est vrai le gouvernement n'a pas cédé devant la rue et il est allé jusqu'au bout de sa réforme. Pour cela il faut lui dire bravo.

J'aurais cependant préféré, vous le savez, que l'on aille plus loin, que l'on refonde notre système de retraite en un système calculé par points afin de transformer de faux droits à la retraite généreusement distribués en vrais droits acquis par des cotisations et liquidés en fonction de la situation de l'économie, de la démographie et des choix de chacun.

Je suis persuadé qu'un tel système qui aurait ainsi permis à chacun de choisir librement l'âge de sa retraite selon le principe « à cotisation égale, retraite égale » serait apparu plus juste qu'une réforme qui maintient en l'état les régimes spéciaux et des modes de calcul de retraite très inégalitaires.

Cette réforme illustre je crois assez bien une erreur de méthode qui conduit à fabriquer ce que j'appelle des « réformes dromadaires ».

Vous savez bien entendu ce qu'est un dromadaire. C'est, dit-on, un cheval dessiné par une commission. Eh bien une réforme dromadaire, c'est une bonne réforme revue et corrigée par le dialogue social avec des partenaires adversaires de toutes réformes.

Il y a d'ailleurs comme une sorte de loi politique qui veut que tout projet de réforme plongé dans un bassin de concertation au contact des corporations syndicales se déforme et rétrécit.

Bien entendu les partenaires sociaux ont un rôle important dans le pays et c'est pour cela qu'il faut leur délimiter un vaste espace de négociation contractuelle pour la refondation sociale.

Mais la loi ne se fait pas dans la rue, elle ne se fait pas non plus avec les syndicats, dits représentatifs (7% des salariés) elle se fait au Parlement. Et pour décider de l'avenir du pays, les parlementaires de la majorité sont plus réformateurs que les syndicats. Ils sont aussi plus représentatifs et plus légitimes.

Deux erreurs guettent la droite aujourd'hui.

La première serait de croire que son échec du 28 mars est l'échec d'une politique libérale. La seconde serait de penser que pour s'excuser, il faudrait aujourd'hui prendre un virage social.

Ces deux erreurs illustrent d'ailleurs cette vieille tendance de la droite à s'incliner devant les idées qui ne sont pas les siennes à ne pas savoir s'affranchir des idées socialistes qu'elle a hier empruntées et qu'elle n'a pas encore toutes rendues. Elle illustre aussi la difficulté de la

droite à savoir épouser franchement les idées modernes et libérales, comme elle le fait partout autour de nous.

Nous avons même le sentiment parfois que la droite qui dirige notre pays scie inconsciemment la branche sur laquelle elle est assis. Flatter les anti-mondialistes, les subventionner généreusement, surenchérir dans le radicalisme écologique, réveiller l'anti-américanisme, ce n'est pas très à droite, ce n'est pas très adroit non plus.

Non, le désaveu électoral de la droite le 28 mars ne signe pas l'échec d'une politique libérale.

Non, il ne faut pas séparer le libéral du social.

Les mesures socialement douloureuses reprochées au gouvernement ne sont pas le résultat de réformes libérales, mais le produit de leur absence. Faute de croissance, faute de réforme profonde de l'Etat et de nos systèmes publics, on en a été réduit à pratiquer une politique de la hache budgétaire que les libéraux ont toujours condamné car ils savent qu'elle est aussi inefficace que dangereuse.

Et les économies de bouts de chandelles réalisées ici et là apparaissent d'autant plus injustes qu'on les compare aux distributions faites par le gouvernement aux catégories ou les plus influentes ou les plus menaçantes, dans un système où toujours au bout du compte les politiquement forts exploitent les politiquement faibles.

Côté social nous n'avons de leçons à recevoir de personnes. Surtout pas de ceux dont les politiques hier ont conduit à enfermer toujours plus de françaises et de français dans l'assistance et la dépendance, jusqu'à ce chiffre monstrueux, scandaleux, insupportable de 2 millions d'enfants pauvres atteint par la France de Monsieur Jospin.

Nous savons qu'à côté de la France active comme de la France protégée, il existe une autre France, celle de la galère quotidienne des fins de mois difficiles, celle des quelques euros qui manquent pour nourrir correctement sa famille. Une France qui angoisse au quotidien et qui désespère de l'avenir et de l'avenir de ses enfants.

Cette France de la misère, de la pauvreté quotidienne, de la panne de l'ascenseur social, nous sommes à ses côtés autant que d'autres et même davantage que d'autres. Parce que nous savons que la première des politiques sociales c'est la croissance, la création d'emploi, et la promotion individuelle qu'elles permettent.

D'ailleurs, si l'on prend les réformes qui sont devant nous, l'économie, l'emploi, la santé, l'école, on ferait une grave erreur à opposer le libéral et le social.

La France a impérativement besoin d'une hyper-croissance pour sortir du piège de l'endettement, pour créer des emplois, pour faire reculer la précarité et remettre en marche l'ascenseur social.

La preuve a été faite par de nombreux pays autour de nous qu'il faut pour cela, bien entendu, réformer hardiment l'Etat –la croissance de l'emploi passe par la décroissance de l'Etat - libérer le marché du travail et faire preuve d'audace dans la réforme fiscale, une audace que j'espère maintenant à l'ordre du jour de Bercy.

Dans le domaine de l'assurance maladie si l'on veut éviter de dérembourser massivement et de renvoyer les français vers les assurances complémentaires en les appauvrissant, si l'on refuse l'étatisation comme la privatisation, le remède est connu : il faut introduire une dose de concurrence pour mieux gérer ce monstre soviétiforme en pratiquant la délégation de gestion aux caisses, aux mutuelles ou aux assurances.

Et si à l'école on cherche plus de justice, davantage d'égalité des chances, la meilleure réforme n'est-elle pas d'offrir un large statut d'autonomie aux établissements qui le souhaitent afin de permettre aux enseignants de faire mieux et donner enfin aux parents une vraie liberté de choix de l'école de leurs enfants ?

Oui, on peut faire, on doit faire, des réformes à la fois libérales, sociales et populaires.

Participer à la diabolisation des réformes libérales, c'est participer au terrorisme intellectuel de la gauche et de l'extrême gauche qui vise à disqualifier les mesures qui pourraient sauver la droite et à retarder les réformes dont la France a plus que jamais besoin.

Le nouveau gouvernement ne doit pas céder à l'intimidation socialiste.

Le nouveau gouvernement doit faire preuve de courage. Il a eu hier le courage des réformes impopulaires, mais être impopulaire n'est pas le signe d'une réforme réussie. Il doit maintenant avoir le courage de faire de vraies réformes libérales populaires.

S'il n'y a pas de politique sans risque, il y a des politiques sans chance.

* * *

Depuis deux ans, il faut le reconnaître, les libéraux ont été assez largement absents du débat politique. Mais ils n'ont pas été inactifs pour autant.

Nous avons vu avec bonheur le développement des initiatives et de l'audience de l'Ifrap, de Contribuables associés, du Réseau Liberté, du Forum Ligne Droite, du Club Courbet, se poursuivre l'action de l'Aleps et de Génération libérale, surgir de jeunes talents autour de l'association « Liberté j'écris ton nom » qui ont forcé notre admiration ce 15 juin 2003 dans cette manifestation qui a réuni plus de 100.000 personnes contre les grèves.

Nous avons des succès de librairie avec Jacques Marseille, Raymond Boudon, Michel Drancourt, Sabine Hérold et Edouard Fillias, Jacques Bichot, Philippe Simonot, Charles Gave, Nicolas Baverez, Bernard Zimmern, Roland Hureaux, Guy Millière et bien d'autres.

A l'Assemblée nationale, nous avons vu autour d'Hervé Novelli et de beaucoup d'autres parlementaires ici présents se constituer le « groupe des réformateurs ».

Nous avons nous-mêmes créé et développé les Cercles libéraux. Merci à leurs animateurs, Bernard Courtois, Marie Toubiana, Dominique Garrigues, Marie-France Suivre. Ces cercles mènent un vrai travail de réflexion et de propositions au travers de 21 cercles thématiques sur les 21 défis du 21^{ème} siècle et un vrai travail d'implantation qui marque déjà une présence dans 60 départements.

C'est d'ailleurs avec les Cercles libéraux et l'UMP que nous avons organisé le 15 novembre 2003, le jour du Forum Social Européen, concocté par Attac et l'extrême gauche - et subventionné par le gouvernement -, une journée sur les « 4 vérités de la mondialisation », qui a beaucoup mobilisée, et dont tout le monde a salué la qualité et le sérieux des interventions.

Mais il est vrai que ces deux années n'ont pas été facile à vivre, pour mes amis engagés en politique, tout particulièrement pour ceux qui avec moi sont entrés à l'UMP.

Alors ce soir une question se pose. Elle est dans toutes les têtes : et maintenant que faire ensemble ?

Je vous propose d'unir les efforts des uns et des autres au sein de la société, au sein de la majorité, au sein de l'UMP.

I- Au sein de l'UMP d'abord.

Ceux qui en 2002, au moment où Jean-Pierre Raffarin est devenu Premier Ministre, ont fait avec moi le choix de participer à la création de l'UMP, l'ont fait avec la volonté d'être, je rappelle précisément les termes : « partenaire à part entière d'une nouvelle formation politique, unie, diverse, plurielle ». Avec la volonté de regrouper les libéraux de toutes origines dans une grande formation politique dans l'esprit de ce que nous avons préfiguré quelques années plus tôt avec Idées-Action. Nous l'avons fait aussi avec la volonté, disions-nous, « d'organiser le moment venu, le grand courant réformateur, imaginatif, libéral et moderne dont l'UMP a besoin ».

Ce moment est venu.

Le moment est venu de construire ensemble et d'organiser au sein de l'UMP un grand courant réformateur libéral.

Aussi je vous invite à laisser les états d'âmes au vestiaire de l'UMP.

N'attendez pas que l'UMP fasse une place aux libéraux, prenez la, prenons la ensemble.

Je ne sais pas si l'UMP est l'avenir des libéraux, mais je suis sûr que l'UMP n'a pas d'avenir sans les libéraux.

Si l'UMP devait être un parti mono-culturel, mono-courant, elle retrouverait rapidement les frontières de l'ex-RPR.

Ses dirigeants l'ont bien compris qui souhaitent favoriser l'expression de la diversité.

C'est d'ailleurs pour cela que j'ai accepté il y a peu de créer et d'animer le forum de l'UMP, un espace d'expression ouvert aux diverses sensibilités, afin d'organiser en toute liberté des débats, sur l'Europe, le principe de précaution, l'école, la santé, l'économie et l'emploi, des débats qui doivent donner la parole aux militants et déboucher sur des votes.

Alors ce soir je dis à mes amis, engagés au sein de l'UMP, nous allons faire vivre le débat, faire vivre la démocratie interne, et nous allons nous tourner vers l'UMP d'en bas, car l'UMP d'en bas est sans doute plus réformatrice et libérale que l'UMP d'en haut. Car nous savons qu'à la base de l'UMP nos idées sont souvent populaires et même majoritaires.

C'est pourquoi nous allons défendre nos idées et poser dès maintenant 7 questions claires qui appellent des réponses claires de tous nos amis de l'UMP.

- Voulez-vous donner aux parents la liberté de choisir l'école de leurs enfants ?
- Voulez-vous accorder aux établissements scolaires qui le souhaitent un vrai statut d'autonomie pour leur permettre de faire une meilleure école ?
- Voulez-vous réformer vraiment la gestion de l'assurance maladie en donnant aux caisses, aux assurances et aux mutuelles, une délégation de gestion de service public pour leur permettre d'assurer de meilleurs soins au meilleur coût ?
- Voulez-vous en finir avec les 35 heures - non pas pour revenir aux 39 heures – mais pour favoriser le libre choix du temps de travail, travailler plus si l'on veut gagner plus ?
- Voulez-vous programmer la diminution de la dépense publique, du nombre de fonctionnaire et engager une vraie réforme de l'Etat pour cela ?
- Dans le domaine du droit du travail, voulez-vous moins de loi et plus de contrat ?
- Voulez-vous poursuivre les baisses d'impôts et les inscrire dans une réforme globale de la fiscalité ?

Notre action n'est dirigée contre personne, elle est au service de tous.

On doit pouvoir au sein de l'UMP être à la fois réformateur libéral avec Sarkozy, avec Fillon, avec Raffarin, avec Juppé. Nous n'avons pas la volonté d'entretenir, de nourrir des querelles de personnes ou de ressusciter de vieilles chapelles. Nous avons l'ambition de mettre nos idées et nos propositions au service de tous.

J'invite mes amis de l'UMP à prendre dès demain, toutes les initiatives qui vont permettre de donner vie à ce courant réformateur libéral, département par département, arrondissement par arrondissement.

Emparons-nous de tous les thèmes du débat politique. Retrouvons-nous d'ici la fin du mois de mai dans une première rencontre nationale. Préparons-nous à peser sur les choix à venir au sein de l'UMP.

Mais au delà de l'UMP il y a la majorité et il y a la société.

II Au sein de la majorité

Si le pluralisme est nécessaire au sein de l'UMP, la majorité bien entendu se doit d'être plurielle – et c'est une évidence dans un système électoral fondé sur des scrutins à deux tours. En politique nous cherchons à faire des additions, pas des divisions.

C'est pourquoi je n'oublie pas, bien au contraire, ceux de nos amis qui sont engagés au sein de l'UDF ou qui s'y sont réfugiés.

Si nous voulons réfléchir à l'avenir du pays, faire partager nos idées, nos propositions nous devons le faire bien entendu sans exclusive, et je tiens sur ce point à saluer la qualité du dialogue avec François Bayrou et dire combien j'ai apprécié dans le débat sur la réforme des retraites que l'UDF défende des propositions qui étaient aussi les nôtres.

III Dans la société

Enfin bien entendu, notre action – et cela a été très bien dit tout à l'heure – n'est pas enfermée dans les partis politiques, même si je le rappelle les meilleures idées, les meilleures propositions ne servent à rien si elles ne sont pas relayées le moment venu dans la vie politique.

Je souhaite en ce printemps des libéraux que s'épanouissent, se fortifient toutes les initiatives que j'ai citées tout à l'heure en exemple. Nous avons besoin d'une société civile libérale forte. Au début du 20^{ème} siècle Emile Faguet écrivait : « Les français libéraux demandent aux hommes politiques d'être libéraux, et ceux-ci répondent : soyez les plus nombreux et je vous garantie bien qu'alors je serais libéral, d'ailleurs je ne pourrais pas faire autrement ».

Nous avons besoin de faire de la politique autrement, ce que nous avons hier initié ensemble avec Idées-Action.

Il n'y a pas d'un côté la politique et la société civile, l'une et l'autre doivent être toujours étroitement liées, et non de temps en temps, en affichant au gouvernement quelques personnalités de la société civile, pour faire trois petits tours et puis s'en aller.

C'est pourquoi l'action des Cercles libéraux reste précieuse. Elle doit se développer, pour être plus que jamais en toute indépendance ce lieu de rencontres, de réflexions et de débats, entre les réformateurs libéraux de l'UMP, de la majorité et celles et ceux qui refusent un engagement politique mais qui avec nous veulent faire bouger la société.

* * *

Alors mes chers amis, ce dîner marque un nouveau printemps des libéraux.

Ce soir nous affirmons ensemble une volonté.

Ce soir nous reprenons la parole et nous entendons bien la garder.

Les temps ne seront pas faciles, mais justement en de tels moments la fortune sourit à celles et ceux qui se redressent quand d'autres se découragent, qui se rassemblent quand d'autres se dispersent, qui agissent dans la force de leurs convictions quand d'autres hésitent et doutent.

Merci donc à vous d'annoncer par votre présence et votre détermination que je sais grande le retour des libéraux, le printemps des libéraux.

- - -